

# SAUVONS LES ENTREPRISES !

Mobilisation des entrepreneurs, commerçants, artisans, agriculteurs, professions libérales du 13

## *Appel au gouvernement*

### 7 mesures d'urgence pour sauver les entreprises, la croissance et l'emploi

- ➔ **Simplifier réellement et rapidement les normes et la réglementation**  
*pour restaurer la compétitivité des entreprises*
- ➔ **Accélérer la baisse du coût du travail par la diminution directe des charges et instaurer de la flexibilité dans le marché du travail**  
*pour sauvegarder et créer de l'emploi*
- ➔ **Abroger le compte pénibilité, usine à gaz inapplicable et dangereuse et supprimer les articles 19 et 20 de la loi Hamon**  
*pour éviter la disparition des TPE/PME*
- ➔ **Stabiliser à long terme la fiscalité et la réglementation**  
*pour sécuriser juridiquement l'entreprise, donner de la visibilité, restaurer la confiance et développer l'investissement*
- ➔ **Stopper l'ingérence systématique et dogmatique de l'Etat**  
*pour redonner envie d'entreprendre et libérer l'audace, l'initiative*
- ➔ **Faire converger les fiscalités et les réglementations sociales des pays européens**  
*pour restaurer une concurrence loyale*
- ➔ **Engager de vraies réformes de la sphère publique**  
*pour une plus grande efficacité des politiques publiques et une diminution des prélèvements obligatoires*

**Ça suffit !**

**Laissez-nous entreprendre !**



# SAUVONS LES ENTREPRISES !

Mobilisation des entrepreneurs, commerçants, artisans, agriculteurs, professions libérales du 13

## « Les alertes » des fédérations professionnelles

### La FBTP13 (Bâtiment et travaux publics)

Concurrence déloyale, travailleurs low cost, pénibilité, c'est le mélange mortel que devraient avaler les entrepreneurs du BTP sans rien dire.

**NON ! Stop à la casse !** En dirigeants responsables et citoyens, nous nous opposons à la « destruction programmée » des entreprises et des emplois locaux. Nous exigeons en urgence **l'abrogation de la loi sur la pénibilité et l'encadrement strict des conditions de détachements des salariés européens.**

### L'UMIH (Hôtellerie)

Une urgence : **Revenir à la défiscalisation des heures supplémentaires**, qui apporte du pouvoir d'achat à nos salariés

### La FNAIM 13 et l'Unis Provence Marseille Corse (Immobilier)

1- **Stop aux rigueurs du cadre législatif** et à la complexité des décrets qui durcissent et déséquilibrent les rapports locatifs entre le bailleur et le locataire !

2- **Stop à une fiscalité trop lourde et non incitative** qui entrave l'investissement locatif et l'accession à la propriété par les primo-accédants!

**ARRETONS L'EXCES DE REGLEMENTATION ET DE TAXATION QUI CRISPE LE MARCHE DE L'IMMOBILIER ET AGGRAVE LA CRISE DU LOGEMENT !**

### La FHP (Hospitalisation Privée) alerte sur l'impact du compte pénibilité au sein des établissements de santé.

Le traitement de la **pénibilité du travail de nuit** préoccupe spécifiquement les cliniques et hôpitaux privés .

-Le travail de nuit n'est pas lié à une volonté de production de nos entreprises mais à **la nécessité d'assurer la continuité des soins aux patients hospitalisés** ainsi que la permanence des soins 7 j /7, 24h /24 (accueil des urgences, maternités, etc...)

-Une nouvelle inégalité, source de distorsion de concurrence, du fait d'un dispositif pénibilité moins contraignant dans les hôpitaux publics.

### L'UIC Med ( Chimie) appelle à des mesures urgentes pour restaurer la compétitivité de la chimie.

- Une **énergie à prix compétitif**
- Une réglementation proportionnée aux enjeux
- Une fiscalité adaptée au maintien de la compétitivité
- Un **soutien au développement industriel**
- Un **accès compétitif aux matières premières**

### Pour la FRIAA ( Agro-alimentaire)

**Réduire la complexité de la réglementation française qui va au-delà des réglementations européennes** (Pas d'étiquetage simpliste, culpabilisant et stigmatisant)

### Pour la FDSEA 13 ( Agriculture)

1- Inciter au « **Consommer Français** » : par une adaptation du code des marchés publics.

2- Réviser les « **Contraintes administratives** » insupportables: Directive Nitrates, régulation des prédateurs, règles entretien des cours d'eau.

3- Mettre en place une véritable « **Assurance Récolte contre les aléas** » de base pour tous les agriculteurs, accessible et efficace.

### En France,

**63 400** défaillances d'entreprise en 2014 !

**30** milliards de prélèvements supplémentaires en 4 ans

**3 500** pages pour le code du travail français !

**35** nouvelles obligations au seuil social de 50 salariés

**TROP** de mesures contre-productives inapplicables en PME !